



ENSEMBLE

Construisons une nouvelle Europe

**Paris, 20 octobre 2017
Assemblée nationale**





ENSEMBLE

Construisons une nouvelle Europe

Le 20 octobre Le Groupe Spinelli a tenu une Rencontre européenne à Paris sous le titre « Ensemble: construisons une nouvelle Europe ». Dans cette occasion, **plus de 300 personnes** de tous les âges et provenant de toute l'Europe se sont engagées dans un débat avec des élus nationaux et européens, le Commissaire européen Pierre Moscovici ainsi que des représentants de la société civile. Il s'agit **de l'un des plus grands événements pro-européens** organisés dans la capitale française depuis plusieurs années.

L'initiative a permis de mettre en relief l'existence d'une volonté commune à la fois politique et citoyenne de ne pas se contenter du *status quo* et, au contraire, de faire bouger les lignes. Il est clairement ressorti du débat que l'impulsion pro-européenne imprimée par **l'élection du Président Emmanuel Macron**, ainsi que les positions du nouvel exécutif français et de la majorité parlementaire actuelle au sujet du futur de l'Europe, marquent un changement d'ère dans le rôle que la France est prête à jouer dans le développement du projet européen et rend possible la mise en œuvre de réformes ambitieuses dans le but de **créer une Europe plus efficace et proche de ses citoyens.**

Pierre MOSCOVICI, **Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, fiscalité et douanes**

"Je trouve que le discours du Président Macron à la Sorbonne a été fondamentalement positif et important, mais le changement réel n'interviendra que si les propos sont suivis d'une stratégie et de faits. Le populisme est encore là, il ne disparaîtra pas avec un discours. Sur la zone euro, je soutiens fermement la création d'un Ministre européen de l'Economie et des finances qui soit simultanément Vice-Président de la Commission et Président de l'Eurogroupe et responsable devant le Parlement européen. Ce n'est plus soutenable que l'Eurogroupe décide du sort des peuples européens à huis-clos."

Marielle de SARNEZ, **Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale**

"J'approuve à 100% le discours du Président Macron. Le projet européen sera relancé de façon démocratique, parce que l'Europe de demain sera bâtie par le peuple. En vue de cela, je soutiens l'idée des listes pan-européennes pour les prochaines élections du Parlement européen et je plaide pour que les membres des parlements nationaux mettent l'Europe au centre de leurs activités quotidiennes."





Sabine THILLAYE,
Présidente de la Commission des Affaires européennes
de l'Assemblée nationale

“Pendant des années, les leaders nationaux ont européanisé tous les échecs et nationalisé tous les succès. Cette période est révolue. L'Europe a besoin d'une union politique plus forte avec un contrôle démocratique élevé. Un bon pas dans cette direction serait de réitérer le système des *Spitzenkandidaten* pour les élections européennes de 2019.”



Elmar BROK,
Membre du Parlement européen, Président de l'Union des
fédéralistes européens et co-Président du Groupe Spinelli
au Parlement européen (PPE, Allemagne)

“L'Assemblée nationale française est le lieu où il faut être en ce moment. Le discours de Macron est l'un des plus grands des dernières décennies. Nous avons besoin de ces discours, de ces idées, même si pas toutes seront acceptées. L'Allemagne a le devoir de répondre aux propositions de Macron sur la zone euro, parce que celle-ci ne peut plus continuer à ne porter que sur des règles : elle doit devenir une vraie union économique. Même les grands pays européens sont petits en comparaison avec le reste du monde. Tout simplement, il ne s'en sont pas encore rendus compte.”

Mercedes BRESSO,
Membre du Parlement européen, ancienne Présidente du
Comité des Régions de l'UE, membre du Bureau du Groupe
Spinelli (S&D, Italie)

“Le Parlement européen est l'institution de la démocratie européenne. La proposition d'un parlement ad-hoc pour la zone euro qui serait composé par les représentants des parlements nationaux n'est pas à la hauteur des standards de démocratie transnationale que le Parlement européen peut assurer. Un Ministre de l'Economie et des finances devrait être responsable vis-à-vis du Parlement européen.”



Xavier PALUSZKIEWICZ,
Député de la Meurthe-et-Moselle, troisième circonscription

“Je suis fier d'être français et je suis fier d'être européen. Après le discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne nous sommes appelés à nous engager dans les conventions démocratiques pour relancer le projet européen.”



Brando BENIFEI,
Membre du Parlement européen (S&D, Italie),
membre du Bureau du Groupe Spinelli

“Je suis un fédéraliste européen. Afin d'avoir une compétition équilibrée dans le marché unique nous avons besoin d'une union sociale forte et pour ce faire le budget de l'UE doit avoir plus de ressources. L'UE peut faire face au chômage sérieusement uniquement si ses ressources sont adéquates par rapport à cet objectif.”



Alain LAMASSOURE,
Membre du Parlement européen (PPE, France)

“Après l’élection d’Emmanuel Macron, l’Europe est enfin revenue dans le débat politique français et la France est finalement de retour sur la scène européenne, prête à jouer son rôle dans la formation de l’Europe du futur.”



Christopher GLÜCK,
Président des Young European Federalists (JEF Europe)

“Responsabilité et solidarité sont les deux mots clés qui probablement forgeront le compromis entre la France et l’Allemagne sur l’avenir de la zone euro. Les pays du nord doivent comprendre que s’ils veulent l’euro, ils doivent accepter une certaine mesure de transferts en temps de crise.”



Pieyre-Alexandre ANGLADE,
Vice-Président de la Commission des Affaires européennes de l’Assemblée nationale

“La volonté politique est la clé vers une Union européenne de la défense. La position actuelle de la France est que tous les instruments du Traité de Lisbonne devraient être utilisés. Tous les Etat Membres de l’UE sont en danger s’ils ne demeurent pas ensemble.”



Ana GOMES,
Membre de la sous-Commission sur Sécurité et défense du Parlement européen (S&D, Portugal)

“Pour la sécurité de tous les citoyens européens, il est essentiel que l’UE développe des capacités militaires communes et qu’elle devienne plus indépendante sur sa défense. Cela irait aussi au bénéfice du contrôle démocratique de la politique commune de défense. Sur le long terme, l’UE devrait s’employer à obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l’ONU.”



Florent BANFI,
Président de l’Union des fédéralistes européens (UEF) France

“En Europe beaucoup trop d’argent est gaspillé à cause du manque de coordination des dépenses militaires. Un groupe d’Etats Membres volontaires devrait lancer rapidement un procès d’intégration ultérieure de leur défense, aussi en utilisant des structures déjà existantes comme les Eurocorps. Au même temps, un processus décisionnel plus consensuel devrait être développé pour la politique étrangère.”

